

# Education Revoilà

## La confession d'un pédagogue

**P**hilippe Meirieu \* analyse pour L'Express : « La génération des "pédagogues" issue du catholicisme social et de la deuxième gauche (les Alain Savary, André de Peretti... et leurs successeurs) a tenté de faire loyalement un vrai travail de démocratisation de l'école. Certes, nous avons été un peu naïfs et nous avons sous-estimé l'angoisse de certains parents face à des comportements de leurs enfants qu'ils ne comprennent plus. Mais nous avons été laminés par une intelligentsia coupée du terrain, qui a ringardisé nos idéaux et préparé le retour à la réaction : la répression plutôt que la prévention, les automatismes plutôt que la motivation, l'autoritarisme plutôt que la découverte de la loi et la construction des règles. Je comprends que, en période de crise, certains puissent imaginer résoudre les problèmes ainsi. Mais nous ne ferons que les aggraver : les élèves d'aujourd'hui ont plus que jamais besoin d'apprendre à se concentrer, à se mettre en projet, à trier des informations, à travailler en respectant les autres... Bref, ils ont de plus en plus besoin de cette pédagogie que l'on veut répudier. » ■

\* Auteur de *Pédagogie, le devoir de résister* (ESF éditeur).

*Penseurs et politiques se déchirent sur l'échec scolaire. Contre les pédagogues, les tenants du retour aux méthodes d'antan donnent de la voix.*

**D**epuis près de trente ans, « pédagogues » et « républicains » s'affrontent sur la manière d'éduquer les élèves : les uns considèrent que l'enfant et sa personnalité doivent figurer au centre de l'apprentissage, les autres sont partisans d'un savoir transmis de manière unilatérale, du maître vers l'élève. Le ton de la rentrée 2007 donne clairement l'avantage aux seconds.

Les chiffres sur le niveau des élèves servent de terreau à leurs idées. Selon un rapport remis le 27 août par le Haut Conseil de l'éducation à Nicolas Sarkozy, 40 % des enfants quitteraient l'école primaire sans en maîtriser les connaissances de base. Des données, qui, si elles doivent être nuancées, alimentent l'angoisse parentale et donnent envie de regarder dans le rétro, sur l'air de « C'était mieux hier ». 87 % des Français se disent ainsi favorables à un « retour aux méthodes traditionnelles dans les écoles primaires, comme la méthode de lecture syllabique, les lignes d'écriture, l'apprentissage par cœur et le calcul mental ». C'est le résultat étonnant d'un sondage Ifop, publié le 27 juillet dernier et commandé par SOS-Education, association de parents d'élèves et de professeurs très ancrée à droite : « On s'attendait à quelque



50 % », s'exclame Vincent Laarman, délégué général de SOS-Education, qui se félicite de ce « recul du soutien populaire aux pédagogues ».

## « Un professeur doit être respecté comme un officier de police... »

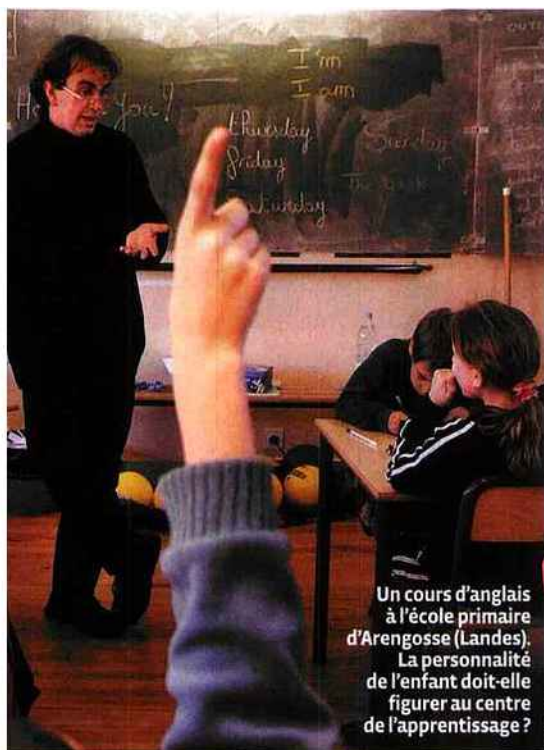
Les « pédagogues » : un terme qui, aujourd'hui, résonne presque comme un gros mot. On les dit responsables de tout : baisse du niveau, violences, manque d'attention et de respect... Si l'école part à vau-l'eau, c'est de leur faute, eux que l'on accuse, sans craindre les clichés, de préférer les vers de MC Solaar à ceux de Verlaine. En 2005, Jean-Paul Brighelli, avec son livre *La Fabrique des crétiens*, décrivit un système grignoté par le « dogme pédagogue » et vendit 200 000 exemplaires. Cette année, Maurice T. Maschino, publié par le même éditeur, Jean-Claude Gawsewitch, dénonce dans *L'Ecole de la lâcheté* un complot semblable. « Cette perversion du métier date



Primé au concours général 2007, Alexis Ollivier, 16 ans, est félicité par Xavier Darcos.



# la vieille école !



Un cours d'anglais à l'école primaire d'Arengosse (Landes). La personnalité de l'enfant doit-elle figurer au centre de l'apprentissage ?

quelque chose de sa vie, et non le droit pour tous de se laisser vivre ».

Discipline, exigence, respect : telle est la nouvelle Trinité. Plus ou moins timide-ment, des thématiques oubliées resurgissent, soutenues par des personnalités de droite comme de gauche. C'est Ségolène Royal, qui, durant la campagne, prône les vertus de l'apprentissage de *La Marseillaise*, propose l'introduction de répétiteurs et vante les mérites de son éducation « à la dure ». C'est Xavier Darcos qui, ministre de l'Education nationale, s'interroge sur le port de l'uniforme et déclare dans *Paris Match* (le 23 août) : « Que les élèves se lèvent à l'arrivée de leurs professeurs, c'est indispensable », et affirme qu'« un professeur doit être respecté comme un officier de police ou un magistrat ».

## Un ras-le-bol grandissant

En face, on encaisse. Et l'on tente de répondre. Philippe Meirieu (*lire page 24*), professeur d'université et chef de file du mouvement dit pédagogue, se défend dans *Pédagogie, le devoir de résister*. « La critique de la pédagogie [...] est un retour à la pensée magique : l'apprentissage s'effectuerait par décret, parce que les adultes le décident. Un pas de plus, et c'est l'éloge de l'hypnose... en attendant de mettre les élèves sous électrodes. » Sur le terrain, les enseignants assistent, mi-blasés, mi-dépités, à ces joutes verbales qui ne prennent pas assez en compte la réalité du quotidien. Au-delà des guerres de clan, le principal enjeu de la bataille reste l'avenir des écoliers eux-mêmes. Les questions concrètes (les méthodes de lecture, le recours au redoublement, l'instauration d'une sélection à l'entrée en sixième, la remise en cause du collège unique, la gestion de l'inattention des élèves), sur lesquelles conservateurs et républicains s'affrontent, eux en éprouvent la complexité chaque jour. Avec un sentiment de ras-le-bol grandissant. La concertation sur la revalorisation du métier d'enseignant, qui devrait être lancée mi-septembre et déboucher sur la rédaction d'un livre blanc au printemps prochain, permettra peut-être, à la rentrée 2008, de démarrer dans un climat moins hostile. ●

Laurence Debril

## La guerre des livres

### Côté conservateurs

**Querelle de l'école**, sous la direction d'Alain Finkielkraut (Stock). Le compte rendu des entretiens menés par le philosophe sur France Culture. Formation des maîtres, causes de la crise, réformes : les grandes thématiques débattues. **De l'élève à l'apprenant**, de Michel Leroux (éd. de Fallois). L'auteur décrit un système devenu irrationnel et jargonnant, qui échoue à remplir sa mission première : apprendre à lire et à écrire.

### Côté pédagogues

**Viens voir comment vivent les hommes**, de Dominique Agniel (éd. des Equateurs). L'auteur emmène son fils atteint de phobie scolaire en voyage autour du monde. Pour une autre forme d'apprentissage. **Une petite psychologie de l'élève**, de Jean-Luc Aubert (Dunod). Parce que l'affectif joue une part dans l'enseignement, cet ouvrage un peu technique s'interroge sur la « bonne » autorité, le rôle de la famille, le refus d'apprendre. ■

des années Jospin. Lorsque des instituts de formation des maîtres sont sortis des enseignants complètement formatés et manipulés par les pédagogues. Promus inspecteurs, ils font des ravages et s'acharnent sur les enseignants qui s'obstinent à enseigner », écrit-il. Publié en avril, son livre s'est déjà écoulé à 18000 exemplaires. Celui de Jean-Robert Pitte (*voir page 26*), qui ne renie pas l'étiquette de « réac », est tout aussi provocant. La polémique fait vendre.

D'autant plus que l'école républicaine s'est dotée de nouveaux VRP. Le plus actif d'entre eux : Nicolas Sarkozy lui-même. De manière très violente, il s'en prend aux pédagogues. « La gauche qui a trahi, c'est celle, héritière de Mai 1968, qui demande aux enfants ce qu'ils ont envie d'apprendre, qui dit à l'élève qu'il est l'égal du maître, [...], qui explique aux professeurs que pour enseigner les mathématiques à Paul, il faut d'abord connaître Paul plutôt que les mathématiques, et qui promet qu'on donnera le bac à tout le monde », explose-t-il ainsi à Marseille, lors de l'Université d'été des jeunes populaires, en septembre 2006. Et de louer « le droit pour chacun de faire



## « Le bac ne vaut strictement rien »

Dans un livre coup de poing, le président de Paris-Sorbonne, Jean-Robert Pitte, veut supprimer ce diplôme et instaurer une sélection à l'entrée de l'université.

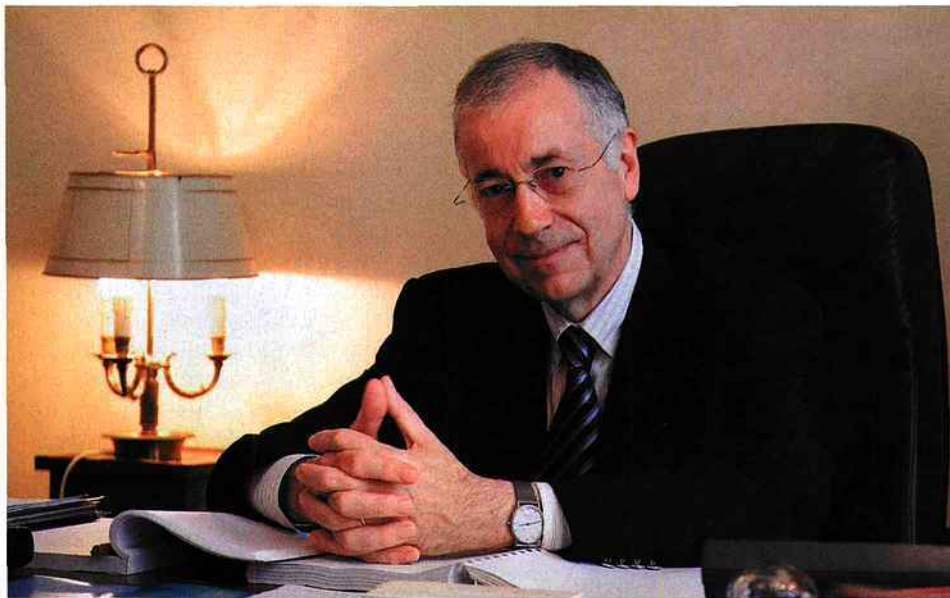
**V**otre livre s'appelle *Stop à l'arnaque du bac* (1), mais il aurait pu se nommer « *Un homme en colère* » : tout le monde en prend pour son grade, les syndicats, les parents, les ministres, la presse...

► Ces convictions sont les miennes depuis très longtemps. Face au blocage complet du système éducatif français et aux inepties que j'ai entendues au moment du CPE, j'ai décidé de m'exprimer. Il faut expliquer que le bac (qui coûte 200 millions d'euros chaque année...) ne vaut strictement rien et est l'aboutissement d'un système périmé et laxiste. Rappeler que l'on trouve dans certaines copies des phrases telles que « La Suisse est une fée des nations » ou « On voit qu'un pays est riche ou pauvre à son BNP ».

Dire que l'université est la voiture-balai de l'enseignement supérieur, les autres formations sélectives faisant leur marché

auprès des meilleurs élèves. ***Vous évoquez les inspecteurs qui incitent à gonfler les notes. Pourquoi un tel acharnement à donner le bac ?***

► Parce que c'est le souhait de la société : personne ne veut affronter l'échec. Quand j'entends le ministre de l'Éducation se réjouir du



Jean-Robert Pitte, président de l'université Paris IV : « J'estime que 50 % des étudiants n'ont pas leur place ici. »

taux de réussite global au bac 2007 de 83,3 % d'admis, soit 1,4 point de plus qu'en 2006, j'avoue ne pas comprendre. Certains affirment que se focaliser sur les points-virgules et le passé simple est dépassé. La maîtrise de la langue est au contraire un des moyens, assez juste, de recrutement des jeunes par l'entreprise. Si un élève n'est pas au niveau, il faut le lui dire, pas le bercer dans l'illusion égalitaire, car l'écroulement intervient plus tard.

en première année de 28 % seulement ! J'évoque le cas d'une bachelière d'un bac technologique qui s'est inscrite en philosophie – matière qu'elle n'avait jamais suivie au lycée – car elle voulait « avoir de la conversation ». C'est touchant, poignant et pathétique. J'estime que 50 % des étudiants n'ont pas leur place ici. Mais ils l'ont sans doute ailleurs : nous devrions, comme aux États-Unis, promouvoir beaucoup plus les formations courtes, professionnalisantes, efficaces. Je vais proposer la création d'un IUT tertiaire à Paris-Sorbonne, pour montrer que l'une des universités qui a la meilleure réputation en France se préoccupe aussi de ces étudiants qu'elle estime ne pas être au niveau pour une licence.

***Vous pensez qu'il faut une sélection à l'entrée à l'université ?***

► Bien sûr. L'échec de la tentative de réforme menée par Devaquet, en 1986, a tout bloqué depuis et rendu tabous deux points essentiels : la sélection et le financement. Nous avons à la Sorbonne un taux de réussite

cela veut dire « qui réagit » : je suis contre le laisser-aller actuel, tant pis si ça fait vieux schnock ! Il faut poser des barrières. Il manque à l'Éducation nationale une Françoise Dolto, porteuse d'un discours à la fois de générosité et d'exigence. Evidemment, cette dernière ne s'apprend pas à l'université, mais dès la maternelle, et, avant cela, à la maison. C'est donc l'ensemble de la société qui doit porter cette idée. L'enfant roi aux caprices duquel on cède toujours, qu'on laisse pousser sans terreau, coûte finalement très cher au système.

***Vous-même venez d'un milieu modeste. Une telle ascension est-elle encore possible aujourd'hui ?***

► Je l'espère. Quand les parents sont déficients, faute d'argent ou de bagage intellectuel, c'est à l'école de faire le boulot. Pour cela, elle doit être irréprochable. ●

***Propos recueillis par Laurence Debril***

(1) Oh ! Editions, 18,9 €, 211 p.

*“L'enfant roi coûte finalement très cher au système”*